

Chiffres clés



- Plusieurs attaques des éléments de la CODECO auraient conduit à des enlèvements, y compris des enfants, des homicides, des coups et blessures, des pillages de bétails dans les chefferies de Bahema-Kilo, de Bahema badjere, de Bira.

Au moins seize personnes ont été prises en otage par ces éléments, le 31 août 2025, lors d’une embuscade tendue au village de Pitso, à un véhicule, transportant des passagers revenant du marché de Bule à destination de Bunia, chef-lieu de la province sur la route nationale 27.

- Outre l’activisme des éléments CODECO, des attaques et affrontements impliquant divers autres groupes armés (CRP et Zaïre) et les FARDC dans la zone de santé de Nizi ont causé de nombreux incidents de protection : viol d’une enfant, 03 cas de blessures par balles, pillage de 03 commerces, destruction de quelques habitations ainsi que déplacement des populations au village Sabe/zone de santé de Tchomia ; largage d’une bombe sur le village de Ngatchukpa par des présumés éléments FARDC causant 2 cas de blessures ainsi que la destruction d’une habitation. Il a été aussi signalé la présence d’un reste explosif de guerre (REG) abandonné au Rond-Point de Iga-Barriere dans le village Iga1, ce qui constitue un danger pour la population locale du fait de la forte fréquentation des zones riveraines.
- Dans la zone de santé de Fataki, des présumés éléments du groupe armé Zaïre, auraient mené plusieurs attaques dans divers villages du groupement Dz’na, causant au moins 12 homicides et de nombreuses destructions d’habitations.
- Dans la zone de santé de Ndjanga, les opérations de bouclage conduites les 11 et 13 août par les FARDC visant à rechercher les éléments du groupe armé Zaïre/CRP, se sont étendues aux sites de déplacés internes de Mudhu et Iga 1 en violation du caractère civil et humanitaire desdits sites. De même, des tirs initialement concentrés autour d’Iga Barrière se sont également étendus vers Lopa, ciblant deux autres sites de déplacés internes où trois personnes ont été blessées.

Territoire de Irumu

- La situation de protection a été marquée par la résurgence des activités meurtrières des éléments ADF-NALU dans la zone de santé de Boga, qui avait pourtant connu une accalmie à la suite de l’installation de l’Etat Major des UPDF.
- Des attaques meurtrières ont été conduites sur l’axe Komanda-Lolwa-Mambasa ainsi que dans la zone de santé de Boga et Ndengesa causant des homicides, des enlèvements de personnes, des pillages de commerces ainsi que l’incendie de biens (maisons, véhicules). La reconquête de leurs anciennes positions dans la zone serait l’un de leurs objectifs.
- Des homicides auraient également été commis par des militaires FARDC, dans la localité de Luna parmi lesquels deux documentés le 18 août ont été enregistrés à Mungamba.

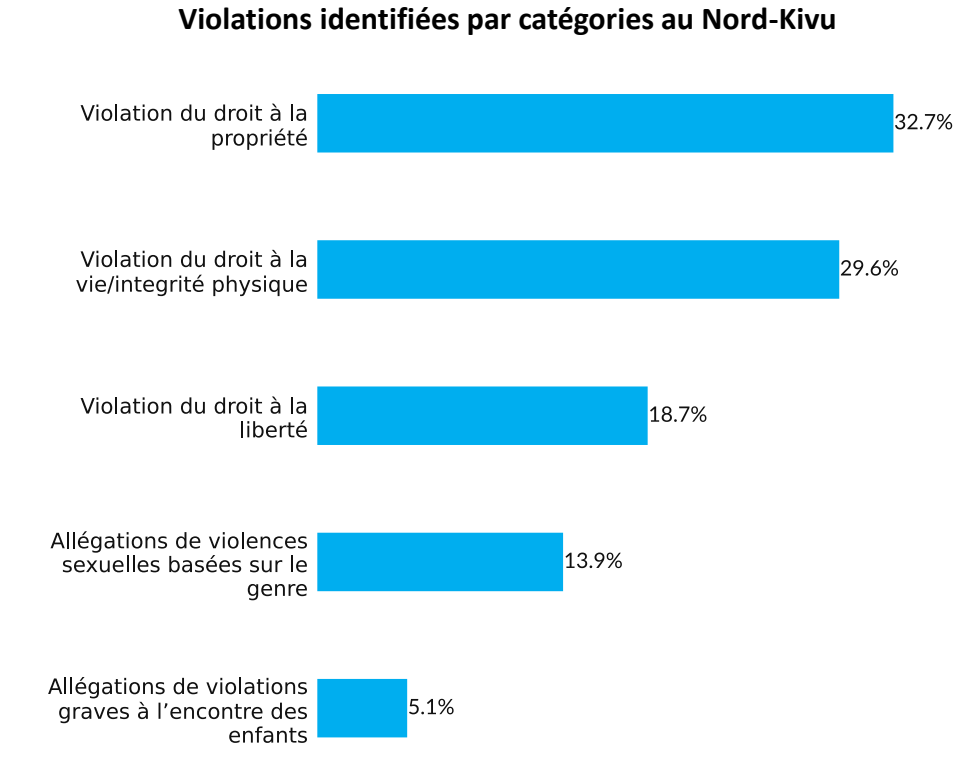
Territoire de Mambasa

- Le territoire continue de faire face aux criminalités, vols à mains armées, braquages routiers ciblant les motos et des personnes et vols de cacao dans les champs souvent perpétrés par les groupes armés locaux et des réseaux criminels organisés. Plusieurs centres urbains tels Biakato, Makumo, Bela, Medina et Teturi le long de la RN44 ont été affectés.
- Des défenseurs des droits de l’homme seraient sous menace de la part d’individus armés et vivraient désormais cachés dans des zones jugées plus sûres.
- En milieu de période, des cas d’extorsions de biens ont été signalés par des individus vêtus d’uniformes militaires des FARDC, dans la chefferie de Babila-Babombi, village de Babungwe. Par ailleurs, des recrutements présumés de jeunes par le groupe armé Mai-Mai de l’Union des Patriotes pour la Libération du Congo (UPLC) avec le soutien d’un chef coutumier ont été rapportés dans le groupement Bakaheku constituant un risque élevé pour les enfants de moins de 18 ans.

Territoire de Mahagi

- La situation de protection dans les zones de santé d’Angumu s’est caractérisée au cours de ce mois par une ascension des violations et abus des droits humains contre les personnes civiles commises par de présumés acteurs armés étatiques et non-étatiques.
- En effet, il a été constaté de nombreux abus de droits humains lors des incursions par des acteurs armés non-étatiques dans les localités environnantes du territoire de Djugu et par des présumés membres des forces de l’ordre et de sécurité dans les localités riveraines du lac Albert avec des barrières érigées par des acteurs armés, réduisant l’accès aux ressources et certains services sociaux de base.

Province du Nord-Kivu :



Territoire de Beni

- L’on note la résurgence des embuscades contre des civils, l’activisme des groupes armés et les affrontements entre acteurs armés à l’origine de plusieurs abus des droits humains, dont des homicides, incendies de maisons, enlèvements.

Du 9 au 26 août, une dizaine d’attaques contre des civils ont été menées par un acteur armé en zone de santé d’Oicha, précisément à Lese, Kamungu, Maymoya, Mulobya, Oicha, Kekelibu, Mangazi, Samboko, Baoba, Kisuhi et Mulolya, (groupement Batangi-Mbau et Bambuba-Kisiki). Profitant du vide sécuritaire ou contournant des positions militaires, l’acteur armé aurait mené ces attaques entre 17 et 21h.

Ces attaques auraient entraîné des déplacements massifs des civils, une vingtaine d’homicides, une quarantaine d’enlèvements, des pillages de biens, l’incendie ou la destruction des propriétés² (plus de 60 maisons, motos véhicules et kiosques), coups et blessures, recrutement d’enfants soldats, travaux forcés et restriction des mouvements des agriculteurs par les autorités dans des champs trouvés dans la profondeur des localités Baungatsu-Luna et Eringeti).

Territoire de Masisi

- Des affrontements entre groupes armés se sont intensifiés dès le début de la période, notamment dans les parties nord-est, sud-est, ouest et au centre du territoire. Ces violences auraient entraîné des déplacements de population ainsi que des violations/abus des droits humains.
- Depuis le 25 juillet, les éléments du M23 ont lancé de vastes opérations visant à neutraliser les forces combattantes des FDLR ainsi que les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), exacerbant la crise humanitaire dans la région.
- La majorité des familles déplacées ont trouvé refuge dans des salles de classe alors que quelques autres familles ont trouvé refuge dans des familles. Faute d’abris, une partie des déplacés, composée principalement de femmes et d’enfants, poursuivent leur exode vers des villages voisins, où l’absence d’assistance, de nourriture et d’eau potable aggrave leur situation.
- Par ailleurs, selon des sources locales concordantes, des combats opposant les VDP Wazalendo aux éléments du M23 continuent de pénaliser les habitants de Peti, sur l’axe Kalembe-Pinga, dans le groupement Kisimba.
- Les 24 et 25 août, des affrontements ont éclaté dans le village de Kalembe entre deux groupes armés, faisant au moins trois morts et sept blessés parmi les civils. Craignant de nouvelles attaques, la quasi-totalité des 30 000 habitants de Kalembe ont fui vers des villages voisins. Selon les agences humanitaires, les déplacés vivent actuellement dans des conditions de surpeuplement, suscitant des inquiétudes quant à une possible détérioration de la situation sanitaire publique dans un contexte déjà marqué par une épidémie de choléra.

²<https://news.un.org/fr/story/2025/08/1157319>

- Des affrontements violents ont éclaté le 27 août entre les éléments de l’AFC-M23 et une coalition de groupes armés Wazalendo, aggravant une tension déjà palpable dans cette région instable de l’est de la RDC. Un bref échange de tirs a semé une vive panique parmi les habitants de Kibanda et du groupement voisin de Waloa Yungu.
- La présence d’engins explosifs dans des zones du territoire demeure une préoccupation dans le territoire. En dépit de multiples sensibilisations à l’endroit de la communauté, le risque demeure élevé dans des lieux de fortes fréquentations.

A titre d’exemple, un drame a frappé la cité de Sake où deux fillettes ont perdu la vie le 21 août, à la suite de l’explosion d’une grenade ramassée la veille dans le village de Mubambiro. Elles pensaient qu’il s’agissait d’un métal qu’elles pouvaient revendre à des marchands de ferraille et l’ont manipulé sans en connaître la dangerosité.

Territoire de Rutshuru

- L’environnement de protection se détériore à cause de la poursuite des combats entre groupes armés dans la partie nord-ouest du territoire et des actes de représailles ciblant des civils supposés collaborer avec des groupes armés rivaux.
- Après trois mois d’interdiction, les éléments du M23 ont de nouveau permis aux populations de l’axe Katwiguru jusqu’à Nyamilima, dans la chefferie de Bwisha à Binza, d’accéder à leurs champs. Cette mesure, entrée en vigueur le 25 août, ne devrait toutefois durer que deux semaines, selon des sources locales.

Cette restriction d’accès aurait été imposée par le M23 afin d’éviter toute confusion entre civils et éléments présumés des FDLR.

Malgré cette reprise temporaire de l’accès aux champs, la population de Binza, dont la survie dépend essentiellement de l’agriculture, exprime son inquiétude et souhaite une solution durable pour garantir la sécurité et la stabilité dans cette zone marquée par des violences récurrentes et l’impact humanitaire sévère des conflits armés.

Ville de Goma et territoire de Nyiragongo

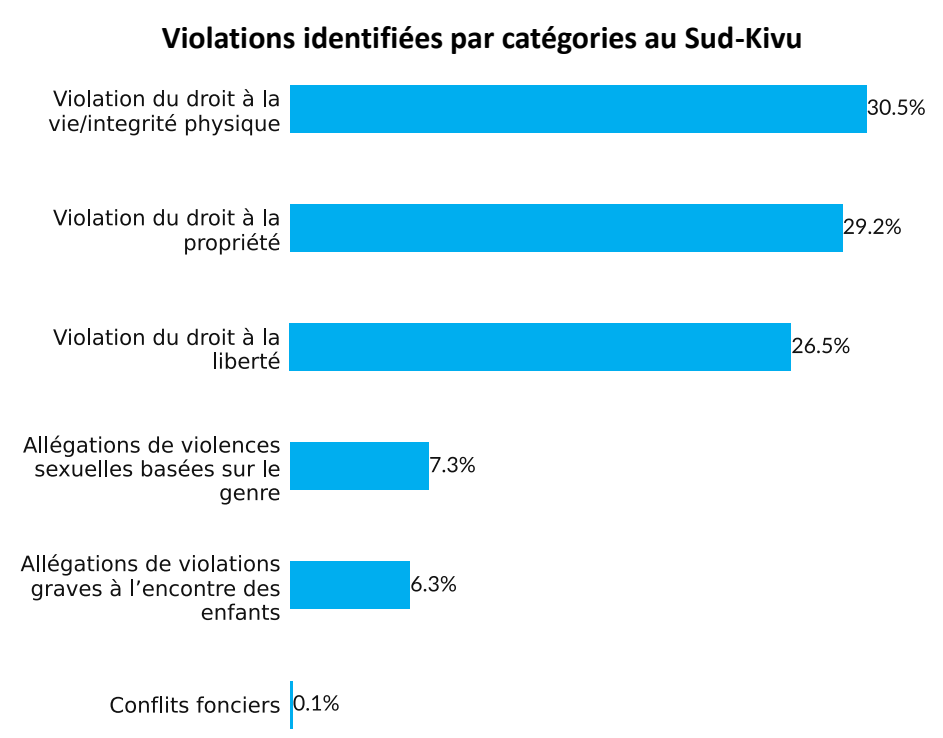
- On constate une recrudescence de la criminalité urbaine à Goma. Plusieurs quartiers de Goma ont connu des cas de pillages d’habitations, homicides, enlèvements, coups et blessures attribués à des groupes armés, dont certains seraient dans le parc de Virunga.
- Les populations qui vivent dans le nord-ouest de Nyiragongo se voient interdire l’accès aux villages et champs du parc, alors qu’elles dépendent de ces zones.
- Des civils soupçonnés de soutenir des groupes armés rivaux subissent des représailles d’un acteur armé, (arrestations arbitraires, enlèvements, homicides, coups et blessures...).

Territoire de Lubero

- On note la persistance des attaques allégués aux acteurs armés, les incidents liés aux REGs/EEI : morts dues aux mines, incidents sécuritaires et de protection liés à la crise, attaque contre une école et enlèvement massif orchestré par des acteurs armés.
- En milieu de période, des attaques contre des civils ont été rapportées dans les villages Meliya, Hamutaweza, Bendbendu, Egombo et Kenge en groupement Bapaitumba, secteur des Bapere, dans la zone de santé de Manguredjipa.
- Le vide sécuritaire d’une part et le contour des positions militaires par un acteur armé auraient favorisé ces attaques qui ont eu comme conséquences le meurtre d’une quarantaine de civils (45 cas), les Coups et blessures par balles d’au moins 8 personnes, enlèvements d’au moins 7 civils, pillage des biens, incendie/destruction d’une trentaine de propriétés ainsi que le déplacement massif des civils.

Cette récurrence des violences armées dégrade l’environnement de protection et le contexte humanitaire tout en accentuant l’état de vulnérabilité des civils.

Province du Sud-Kivu :



Territoire de Kalehe

- Des déplacements de populations dans les Hauts et Moyens Plateaux du territoire de Kalehe continuent à s’observer ainsi que des abus des droits humains (homicides, enlèvements des civils, viols, recrutements d’enfants...) à la suite d’affrontements entre les groupes armés dans divers groupements du territoire.
- En effet, au cours de la période, au moins 8 homicides, 90 enlèvements et 25 cas de viol dans les zones touchées par les affrontements ont été observés. Et, environ 2,610 ménages se seraient déplacés vers des localités jugées plus sûres dans la période du 2 au 28 aout 2025. Ces personnes déplacées feraient face à plusieurs abus durant le déplacement, dont des viols de PDIs.

- La situation de protection est également marquée par plusieurs attaques et embuscades d’hommes armés non autrement identifiés tendues à l’encontre de la population civile. Ces hommes armés seraient responsables de plusieurs cas d’enlèvement et de viols.

A titre d’illustration, 07 cas d’enlèvements d’enfants rapportés le 18 août aux environs de Butwashenge leur ont été allégués ainsi que de 13 autres enlèvements de personnes adultes dont 07 femmes qui auraient également été abusées sexuellement le 19 août dans le Hauts plateaux du groupement de Mbinga-nord. 05 autres cas de viols allégués aux hommes armés ont été signalés le 25 août dans la zone.

- Le territoire a été également marqué par une catastrophe naturelle. Le 18 août, une pluie torrentielle accompagnée d’un vent violent aurait entraîné une inondation avec écroulement de collines et maisons causant 11 homicides, 07 personnes grièvement blessées ainsi que d’importants dégâts matériels notamment la destruction des champs et des cultures produites, la destruction des centaines d’habitations et la coupure de la RN3 à certains endroits.

Territoire de Walungu

- La situation de protection s’avère préoccupante dans le territoire avec la persistance des violents affrontements entre groupes armés ainsi que des embuscades et attaques contre les civils, notamment la partie jouxtant le triangle Walungu- Kabare- Mwenga, les villages des groupements de Mulamba, Kaniola et Walungu
- Les affrontements rapportés dans la période auraient poussé environ 2,300 ménages de plus de 11, 455 personnes des localités Mulamba, Kakinda, Kaniola, Bwahungu, Rhana, Nzibira, Muyeye, Chyaminyagu, Kadusi, Muzinzi, Chihambe, Cagala, Malangiro au déplacement forcé.
- En outre, comme autres conséquences des affrontements et attaques contre les civils, plus de 9% des violations et abus des droits humains dans la province du Sud Kivu ont été rapportés dans le territoire de Walungu : ce sont respectivement la violation du droit à la vie et à l’intégrité physique (coups et blessures, homicide, quelques cas de tortures), violation du droit à la propriété (cas d’extorsions de biens principalement), violation du droit à la liberté (arrestations arbitraires, travaux forcés, enlèvements), violences sexuelles basées sur le genre (agressions physiques, viols, agressions sexuelles, mariages forcés) et des cas de violations de la résolution 1612 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Territoire d’Idjwi

- Des embuscades récurrentes suivies des coups et blessures, d’actes d’extorsion de biens et de viols des femmes perpétrés par ces hommes armés non identifiés ont été une préoccupation majeure pour la protection des populations civiles dans l’île. Ces activités des hommes armés demeurent une source d’inquiétude pour ces populations, plongées depuis le mois de février dans une incertitude sécuritaire.

Quelques exemples illustratifs : 24 cas de pillages signalés les 05 et 06 aout aux environs de Bunyakiri. 06 cas de viols, 8 cas d’extorsions de biens, 13 cas de coups et blessures ont été attribués essentiellement à ces hommes armés non identifiés dans certains villages isolés.

Territoire d’Uvira

- Au cours de la période, il a été observé une détérioration inquiétante de la situation de protection des civils dans la ville d’Uvira, marquée par la multiplication d’attaques par des hommes armés entraînant des atteintes à l’intégrité physique et aux droits à la liberté et droits à la propriété ont été observés au cours des attaques/incursions des groupes armés (viols de femmes, coups et blessures, meurtres, travaux forcés et extorsions de biens) dans certaines entités.

Territoire de Fizi

- La situation de protection a été marquée par l’activisme des groupes armés ainsi que des actes de criminalité en dépit de la présence significative des services de sécurité dans la ville. L’on a observé des attaques à mains armées et des incursions couplées d’enlèvements, travaux forcés, viols, coups et blessures et extorsions de biens, plusieurs cas de pillages de récoltes dans les champs à charge des groupes armés.
- En début de période, dans le groupement de Basimunyaka-Sud, des affrontements entre éléments de différents groupes armés auraient entraîné le déplacement d’environ 1, 312 ménages de 7, 862 personnes vers des zones jugées plus sûres.

Territoire de Shabunda

- Le territoire reste marqué par les conséquences de son enclavement et l’activisme des groupes armés ciblant particulièrement les sites miniers. L’on observe des actes de braquage et attaques attribués aux groupes armés, dans le but de les dépouiller des minerais et argent, ainsi que des cas de violence basée sur le genre, notamment des cas de viol, pour lesquels les survivantes éprouvent des difficultés d’accès aux services de prise en charge médicale. Les groupements les plus touchés ont été Bamuguba-sud, Baliga, Ikama-Kasanza et Baliga.
- Dans les villages de Byangama et Kinzanza, des hommes armés y ont mené des incursions le 26 août. Des biens et du minerai ont été pillés dans ces villages/sites miniers. Environ 636 ménages de 3,180 personnes des villages de Byangama, Kinzanza, Kakozi, Lumba, Kankoloto, Lumo auraient fui vers les brousses et les villages environnants.

Le 19 août, cinq (5) femmes qui se rendaient aux villages de Katembele et Makola (axe menant au site minier de Suisse), auraient été la cible d’une attaque attribuée à un groupe armé qui les a violées. Grâce à une assistance cash rapide fournie par un acteur humanitaire, elles ont reçu les médicaments dans une structure sanitaire de la zone.

Province du Tanganyka:

La situation de protection dans le Tanganyika reste marquée par l’activisme des groupes armés notamment les Mai Mai et les milices Twa. Plusieurs abus des droits humains sont commis par ces groupes armés, particulièrement l’atteinte à l’intégrité physique et l’extorsion de biens.

On note au moins 5 incursions de groupes armés dans les territoires de Moba, Kalemie et Manono. Au cours du mois d’août, les territoires de Moba et de Manono ont été particulièrement touchés par les affrontements entre les groupes armés et l’armée régulière causant l’incendie d’au moins 7 maisons et le déplacement de civils vers les villages voisins.

Territoire de Moba

- Des membres de la société civile et des autorités locales du territoire de Moba ont attiré l’attention sur une montée inquiétante de l’insécurité dans la région à partir de la 2e semaine du mois d’août. En effet, plusieurs cas de morts, de blessés et de vols ont été enregistrés entre le 12 et le 15 août. Les autorités locales rassurant que les forces de sécurité sont mobilisées pour traquer les malfaiteurs mais déplorent toutefois le faible effectif de la police nationale congolaise déployée sur place.

Kalemie

- En août 2025, 65 organisations humanitaires étaient présentes dans la province du Tanganyika, avec des bureaux à Kabalo (plus de 60% des acteurs). La couverture humanitaire se trouve limitée dans certains territoires, comme Moba et Manono.
- Le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS) a entamé en fin de période une opération de remise de cartes à une centaine d’ex-miliciens démobilisés à Kalemie, en présence des représentants des groupes armés, des leaders communautaires et des autorités provinciales. Ces cartes permettront à leurs bénéficiaires d’avoir accès à certains projets de réinsertion en cours.

Territoire de Nyunzu

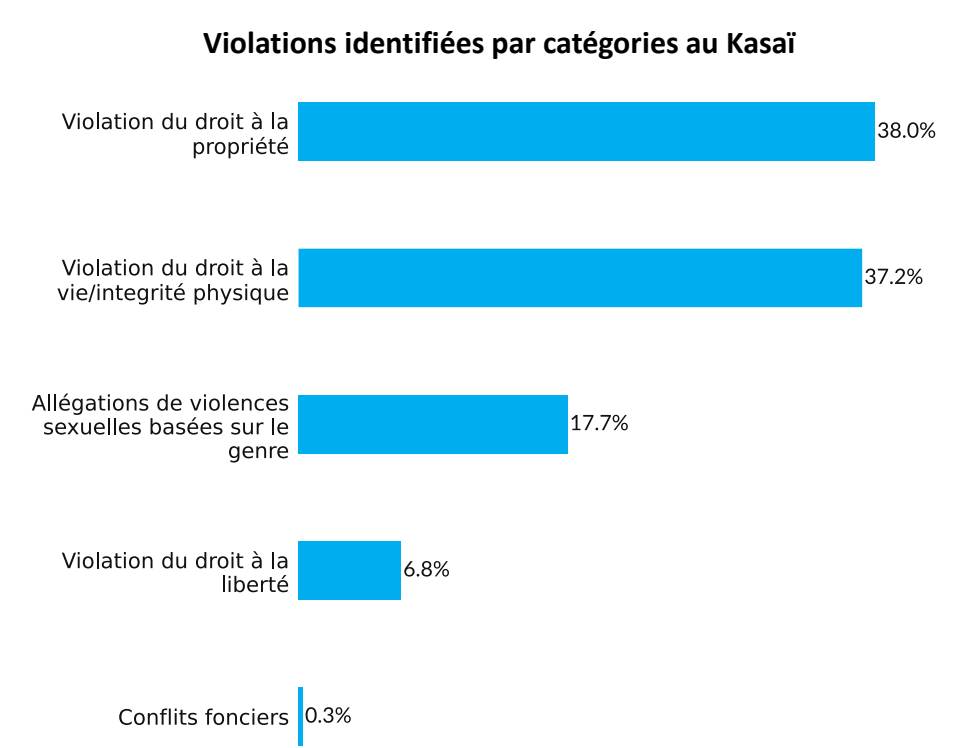
- Les commerçants du village de Musebe se sont plaints en fin de période d’extorsions dont ils seraient victimes de la part d’hommes armés qui se feraient passer pour des supplétifs de l’armée congolaise. Ces individus imposeraient aux commerçants le paiement de 5,000FC comme condition d’accès au marché ou à des points d’eau. Les activités commerciales ont été mises à l’arrêt pendant quelques jours afin d’interpeler les autorités compétentes pour qu’une solution urgente soit trouvée.

Province du Kasai :

En dépit d’une réduction de plus de 38% des incidents de protection par rapport à la période précédente, plusieurs situations ayant constitué des violations de droits des populations ont attiré l’attention.

Mouvements des populations

A ce sujet, il sied de signaler le rapatriement volontaire de 258 réfugiés congolais en provenance d’Angola, effectué le 13 août 2025 via la frontière de Kandjaji, facilite par le HCR et ses partenaires. Ces personnes vivaient en Angola depuis la période tragique des événements liés à la milice de Kamuina Nsapu. Par ailleurs, 264 personnes en situation irrégulière (dont 254 hommes et 10 femmes) ont été expulsés de l’Angola au cours du mois d’août. 59 autres personnes (29 hommes, 12 femmes, 11 garçons et 7 filles) ont quitté



Ville de Tshikapa

- Hormis les actes d’extorsion et les taxes illégales attribuées à certains agents de l’ordre, les jeunes hommes délinquants, communément appelés « Base », continuent d’extorquer les biens des populations, de jour comme de nuit, dans les différents quartiers de la ville.

A titre d’illustration, en date du 11 août 2025, au quartier Samy 1, ces jeunes délinquants appelés « Base » se seraient introduits dans la maison d’un citoyen et lui auraient extorqué une moto ainsi qu’une somme de 550.000 FC.

D’autres cas de cambriolage ont été enregistrés dans plusieurs quartiers de la ville de Tshikapa.

Territoire de Kamonia

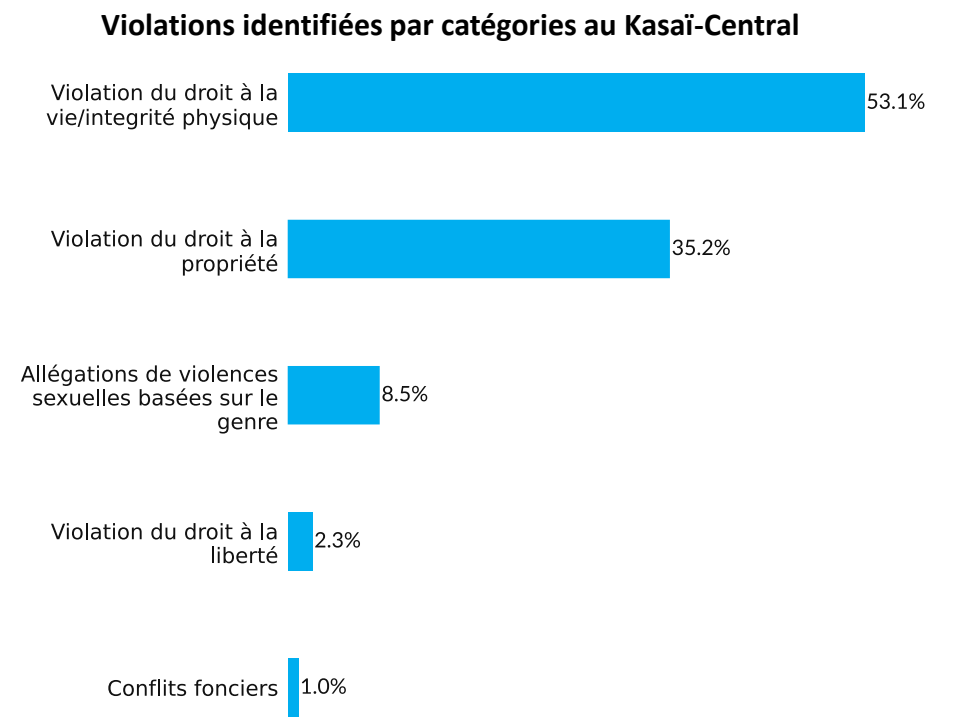
- A Kamwesh, un conflit de pouvoir coutumier opposerait le chef de groupement Kamisalu à l'un des chefs de localité, tous deux issus d'une même famille régnante. Ce différend est à l'origine de vives tensions entre les alliés des deux parties, entraînant de graves incidents, notamment quatre personnes grièvement blessées, trois champs incendiés, ainsi qu'une dizaine de cas de violences basées sur le genre attribués aux populations civiles.

Territoire de Luebo

- A Djokopunda, un conflit a éclaté dans le village Tshiena Nduku, situé dans le groupement Luluwa Kasanga, après que le chef de cette entité a découvert que le service du Cadastre procédait, à son insu, à la vente progressive des terrains de sa juridiction. Estimant ces ventes illicites, le chef a vivement dénoncé cette situation, ce qui a entraîné un soulèvement au sein de la communauté. Celle-ci a commencé à s'en prendre aux acquéreurs ayant obtenu des terres par le biais du cadastre.

Province du Kasai-Central :

L'environnement de protection a été relativement calme au cours du mois d'août de l'année en cours dans la province du Kasai Central. En effet, les incidents enregistrés par le monitoring de protection ont diminué de plus de 78% par rapport au mois de juillet. Ce calme apparent n'a pas empêché la survenue de certains actes répréhensibles, qui ont perturbé la quiétude des populations civiles.



Territoire de Dibaya

- Des cas d'extorsions de biens de la part de forces de police nationale ont été enregistrés dans la période ainsi que des actes isolés de criminalités dans certains quartiers.
- Un cas de viol d'une femme par un groupe de plus de 5 hommes supposés appartenir à la police nationale a été enregistré le 21 août 2025 en forêt à proximité la ville de Tshimbulu. L'acte s'est passé lors de ses déplacements pour ses activités champêtres.

Territoire de Luiza

- Un conflit entre un chef du village et un chef de groupement de Kapanga, portant sur la gestion d'un marché et le partage du pourcentage des fonds générés par la traversée située sur l'axe Polesha–Lubondayi, traversant la rivière Lulua, continue de faire des victimes dans le secteur de Bambaie.
- Dans la commune rurale de Luiza, le mouvement dénommé "Kanda ya Mbongo" qui a refait surface, se manifeste par des actes d'extorsion, de vol, de cambriolage et d'agressions physiques contre les populations. Aucune mesure concrète n'est prise à ce jour par les forces de l'ordre.

Province de Kinshasa :

Commune de Maluku

- Poursuite des affrontements entre les FARDC et les miliciens Mobondo qui s'inscrivent dans une série de tensions persistantes dans la commune urbano-rurale de Maluku, à Kinshasa.

Dans la nuit du 9 au 10 août 2025, des combats auraient eu lieu à Mbankana, dans une ferme appartenant à la société Congo Futur entre les FARDC et la milice Mobondo avec comme conséquences, entre autres, des enlèvements d'employés de la structure, un employé blessé.

Province de Mai-Ndombe :

Territoire de Kwamouth

- Les miliciens Mobondo continuent leurs exactions malgré les pourparlers antérieurs. On constate une diminution des incursions mais les groupes armés maintiennent leur présence dans plusieurs villages. Ils procéderaient de manière récurrente à des enlèvements d'éleveurs. A titre d'illustration, le corps sans vie d'un éleveur a été retrouvé le 17 aout au village Kimomo, dans le territoire de Kwamouth, trois jours après l'enlèvement de la victime par les miliciens Mobondo. Ces derniers contrôlent désormais plusieurs localités de la région.
 - Des barrières auraient été érigées par les Mobondos pour empêcher le retour des populations déplacées.
- Les barrières installées le long des rivières paralysent l'économie locale. Selon des sources locales, les miliciens envisageraient de consolider leur emprise territoriale.
- Des autorités locales confirmeraient la diffusion de tracts annonçant une attaque imminente de Mobondos contre Masiambio et demandant à la communauté d'évacuer le lieu s'ils ne veulent pas mourir.
 - Un homicide allégué aux miliciens Mobondo a été signalé le 14 aout au village Kimwomo dans le groupement Baboma Banku. Ceux-ci auraient enlevé la victime depuis le 11 août jusqu'à ce que son corps sans vie ait été retrouvé trois jours plus tard.
 - Ces miliciens Mobondo auraient également été responsables du pillage des produits champêtres dans la même zone.

Territoire de KWILU

- Après une accalmie observée en début d'année, la province du Kwilu a connu une résurgence de violence depuis le mois d'avril. Plusieurs incidents de protection ont été rapportés provoquant des déplacements massifs de populations. Les enlèvements, extorsions de biens, impositions de taxes illégales par des éléments armés sont légion dans des localités où il y a une faible présence humanitaire et où il y a des difficultés d'accès physique. Des récentes évaluations estiment a plus de 42,901 ménages (118,000 personnes) déplacés dans la province du Kwilu entre avril et aout 2025³. Ces personnes déplacées n'ont reçu aucune assistance humanitaire en raison du manque de ressources financières et de l'insuffisance des capacités opérationnelles.

LIMITATIONS

Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par des partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels.

Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.